

Libération

Immigration

L'UMP au pays du FN

- Droit du sol, regroupement familial... La surenchère du parti de droite l'aligne progressivement sur les positions lepénistes. **PAGES 2-4**
- Comment l'Élysée veut tourner la page de Léonarda alors que la majorité continue de se déchirer. **PAGES 10-11**

CINEMA



CAPRICCI
CASANOVA
ET DRACULA
À LA SAUCE
CATALANE

CAHIER CENTRAL

La famille se
recompose de
plus en plus

Papa, maman, le fils, la fille...
Le modèle «traditionnel»
s'étiole: plus d'un enfant
sur quatre ne vit pas avec
ses deux parents.

PAGE 15

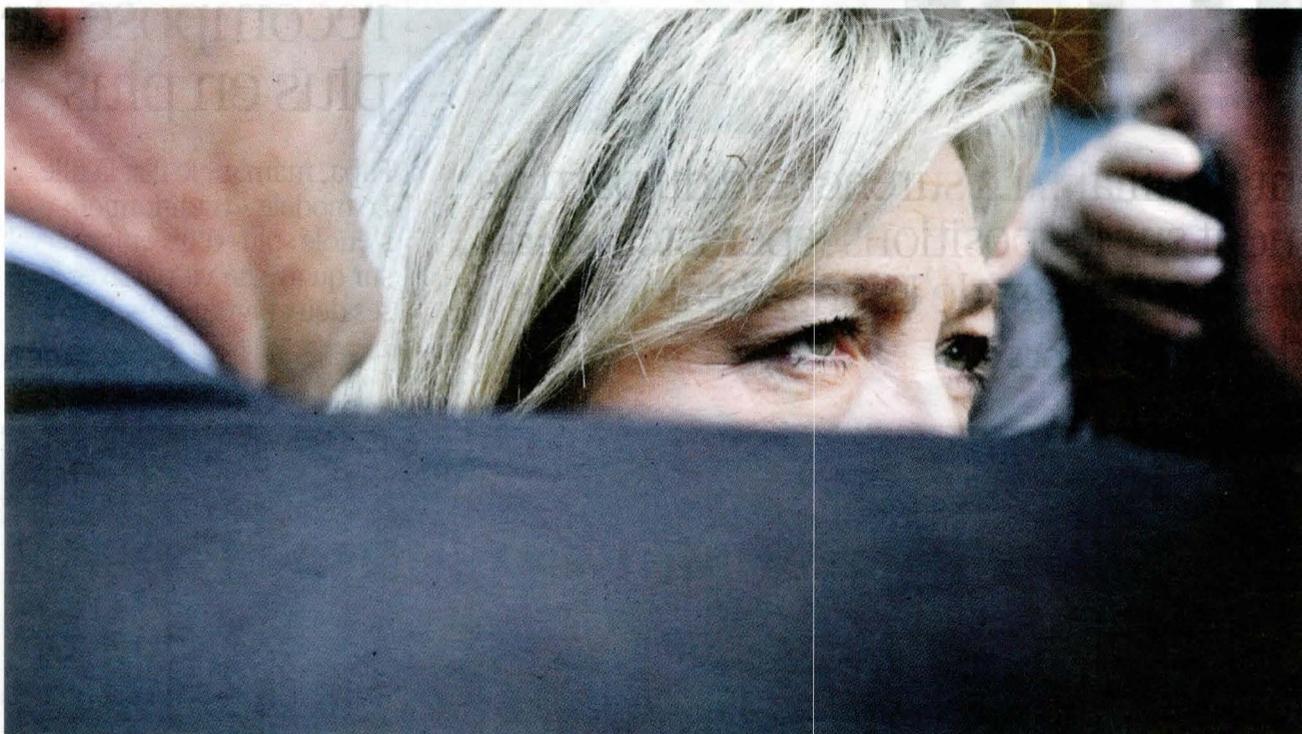
Parti à la chasse aux électeurs du FN, le parti présidé par Jean-François Copé durcit son discours, allant jusqu'à remettre en cause certaines valeurs fondamentales de la République.

Immigration: l'UMP à front découvert

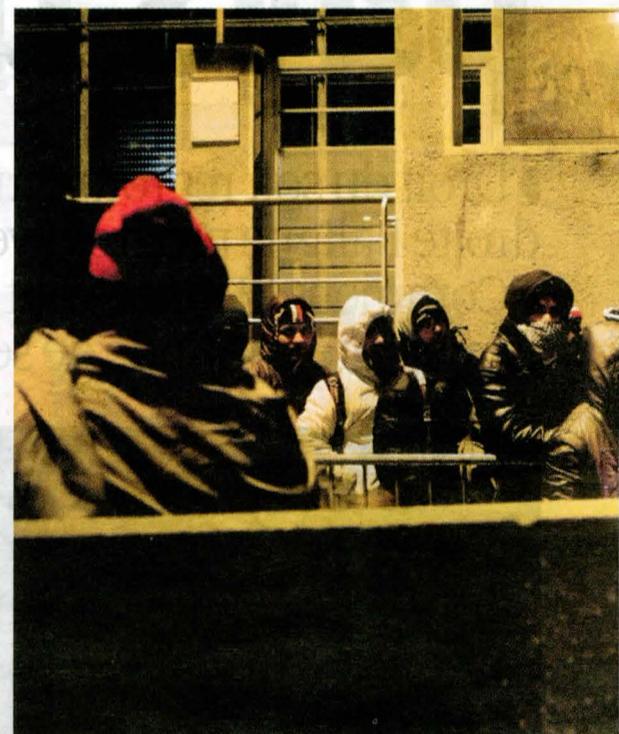
Par **ALAIN AUFRAY**

La droite décomplexée chère à Jean-François Copé devra reconnaître que la jeune Léonarda lui a rendu un grand service. Ces derniers jours, à l'UMP, les partisans d'une ligne radicale en matière de contrôle de l'immigration et d'accès à la nationalité française se

ANALYSE sentent pousser des ailes. Les animateurs de la Droite forte et de la Droite populaire, les courants extrémistes de l'UMP, croient pouvoir se réjouir de voir le parti tout près d'adopter une de leurs propositions phares: la suppression du droit du sol. Un vieux marqueur du FN. A l'occasion de leur comité politique hebdomadaire, les principaux dirigeants de la droite sont conve-



Marine Le Pen, à Meaux (Seine-et-Marne), la ville de Jean-François Copé, en mars 2012. PHOTO VINCENT NGUYEN, RIVA-PRESS



Devant la préfecture de Bobigny (Seine-Saint-Denis) pour

ÉDITORIAL

Par **FABRICE ROUSSELOT**

Glissement

Personne ne peut s'étonner de voir la droite exploiter à outrance l'affaire Léonarda. A coups de harangues hypocrites et de fausse indignation, l'UMP donne chaque jour un peu plus dans la surenchère. Aidée il est vrai par les couacs de l'exécutif, entre l'intervention télévision ratée de François Hollande samedi et les divisions évidentes de son parti. On pourrait presque considérer que l'opposition est dans son rôle, depuis la campagne de Nicolas Sarkozy et l'instrumentalisation revendiquée de l'immigration comme outil de conquête d'un électorat marqué à l'extrême. Mais c'est bien à un nouveau glissement que l'on assiste aujourd'hui, alors que Jean-François Copé et François Fillon, pour ne citer

qu'eux, chassent désormais ouvertement sur les terres du Front national. Copé, le premier, n'hésite plus, par exemple, à remettre en cause le droit du sol, fondement du pacte républicain que Sarkozy, lui-même, n'avait pas voulu égratigner. L'air de rien, la droite évoque aussi la sortie de l'espace Schengen et s'attaque au regroupement familial. A quelques mois des élections municipales et européennes, il convient de dénoncer ces dérives inquiétantes, qui fragilisent la notion même d'intégration. Surtout, il est impératif que la gauche ne se laisse pas entraîner sur ce débat-là et campe sur ses valeurs en matière migratoire.

Les conditions d'accèsion à la nationalité durcies.

Attaques contre le droit du sol

De nombreux leaders de l'UMP réclament que les enfants nés en France de parents clandestins ne puissent plus profiter du droit du sol en vigueur pour devenir français. S'attaquant ainsi à un des piliers du pacte républicain pour restreindre les conditions d'accès à la nationalité. Un «totem», selon Jean-François Copé, que Nicolas Sarkozy avait eu la prudence de préserver, assurant durant l'entre deux tours de la présidentielle de 2012 que «le droit du sol, c'est la France». Comme il l'avait déjà fait en mai 2012 dans *Valeurs actuelles*, Copé a, lui, de nouveau poussé le bouchon, lundi sur France Inter: «Est-il normal qu'un enfant né en France de parents venus en France irrégulièrement puisse devenir automatiquement français? Non.»

Une antenne reprise le soir dans *Mots croisés* (France 2) par Christian Jacob. Le patron des députés UMP s'est retrouvé à la peine face à une Marine Le Pen se délectant de voir la droite venir sur son terrain, alors que la suppression pure et simple du droit du sol est défendue depuis un quart de siècle par le FN. Pour ce qui concerne les enfants de parents étrangers présents légalement sur le territoire français, Fillon, Copé et consorts proposent de «mettre fin à l'acquisition automatique de la nationalité française» à 18 ans, comme l'a écrit l'ancien Premier ministre dans son début de projet présidentiel. Ou comment revenir plus de vingt ans en arrière, à l'époque de la loi Pasqua de 1993, qui mettait fin à toute automaticité.

JONATHAN BOUCHET-PETERSEN

nus hier de travailler à l'élaboration d'une «nouvelle politique de l'immigration». Selon Copé, cette politique mettrait fin à l'acquisition automatique de la nationalité pour les enfants nés en France de parents étrangers. Soit un retour à la loi Pasqua de 1993, supprimée en 1998 par Lionel Jospin. De son côté, François Fillon a fait la même proposition dans son projet présidentiel. Mais dans l'entourage de l'ex-Premier ministre comme dans celui du député-maire de Meaux (Seine-et-Marne), on contestait que la manifestation de la volonté d'être Français constitue une remise en cause du droit du sol.

PETIT-LAIT. Hier matin, Annie Genevard était la vedette de la réunion du groupe parlementaire à l'Assemblée. Députée du Doubs, elle a

L'ESSENTIEL

LE CONTEXTE

Profitant de l'affaire Léonarda, la droite radicalise son discours sur l'immigration et se rapproche du FN.

L'ENJEU

Quel sera le discours de l'UMP pour les municipales de mars ?

témoigné de la mauvaise volonté de la famille de Léonarda Dibrani, incapable de «s'intégrer», malgré les efforts généreux de la population. Genevard s'est également taillé un franc succès avec l'histoire édifiante d'une pauvre septuagénaire

de sa circonscription qui aurait consenti un mariage blanc avec un tunisien de 30 ans. Du petit-lait pour la majorité des élus UMP.

«FRAYER». Pourtant, quelques voix se sont fait entendre pour appeler la droite à la prudence. Ainsi le député-maire d'Antibes, Jean Leonetti, a invité ses amis à ne pas courir derrière le FN et à chercher les solutions «au niveau européen». Son collègue du Nord Gérard Darmanin a mis en garde contre de nouvelles stigmatisations de l'islam à la veille des municipales. Fils de harki, il a insisté sur l'anomalie qu'avait constitué en 2012 le vote massif des musulmans contre Nicolas Sarkozy (plus de 90%). Très applaudi, Darmanin a invité ses amis à ne pas dégoûter une fois de plus ceux qui voudraient voter à droite.

Selon le chef de file des députés UMP, Christian Jacob, un groupe de travail livrera ses propositions «dans cinq à six mois», soit juste avant les européennes. La feuille de route, radicale, a été balisée par

Un groupe de travail livrera ses propositions «dans cinq à six mois», soit juste avant les élections européennes.

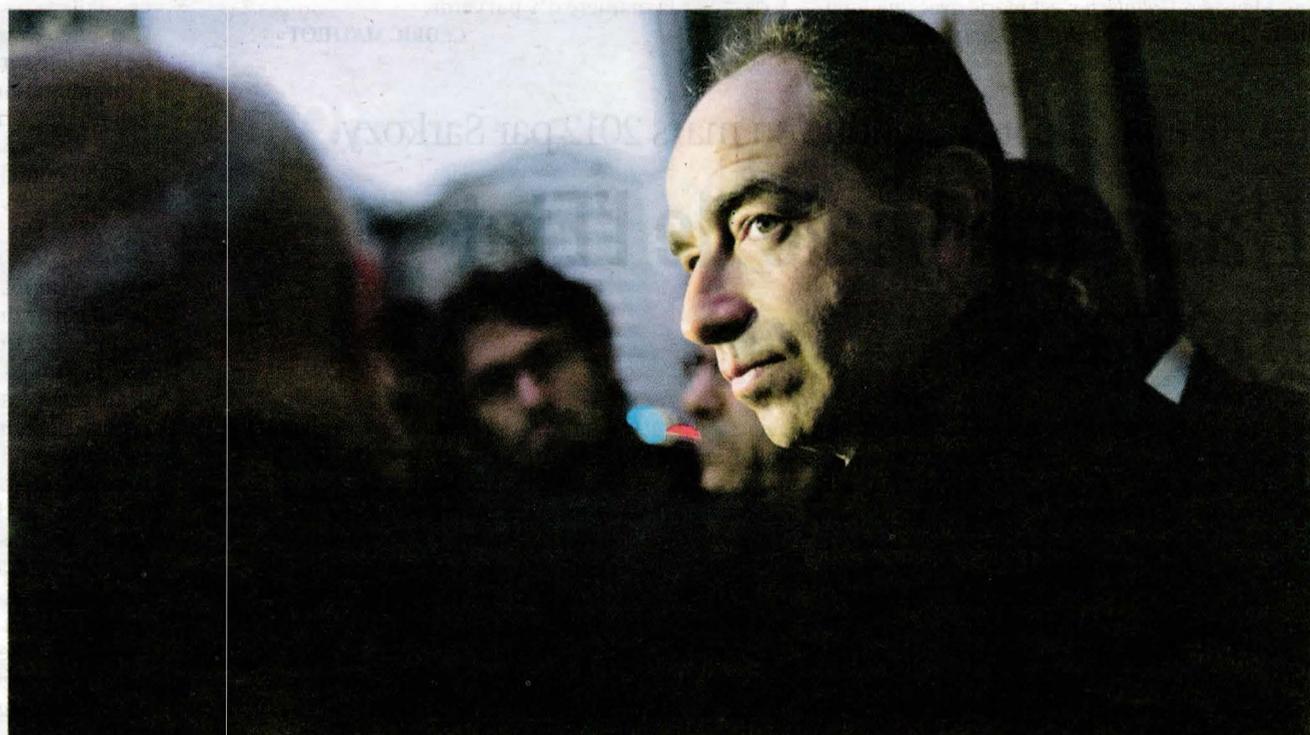
Copé: il s'agit de «réorganiser Schengen et d'en exclure les pays ne contrôlant pas leurs frontières», de «lutter sans faille contre l'immigration illégale» et de faire en sorte, comme le martèle Marine Le Pen, que la France «cesse d'être le pays le plus attractif socialement en Europe pour les immigrés». Invité hier de *Mardi politique* sur RFI, en partena-

riat avec l'AFP et *Libération*, le ministre PS Benoît Hamon a jugé qu'«hélas ça n'est plus une surprise d'entendre les dirigeants de l'UMP venir frayer sur des rivages qui étaient ceux auparavant du Front National», assurant qu'«ils sont en train de faire du carburant pour le FN».

A l'exception de celle concernant le droit du sol, la plupart des propositions de Copé étaient au cœur du discours de Sarkozy en 2012: dans son clip de campagne, celui-ci promettait, sur fond d'images de bus débordant d'immigrés, la fin de «l'Europe passoire», l'instauration de «la préférence communautaire», la restriction de l'accès au RSA et au minimum vieillesse pour les étrangers. Avec le succès que l'on sait. ◆



l'obtention de titres de séjour, en 2011. LIONEL CHARRIER. MYOP



Jean-François Copé, patron de l'UMP, reçu au Conseil français du culte musulman, à Paris, en janvier. PHOTO ALBERT FACELLY

Le FN prône, lui, sa suppression pure et simple.

Restriction du regroupement familial

Durcir encore la législation sur le regroupement familial – qui en 2012 a concerné 16 500 personnes sur les 86 500 entrées légalement en France pour rejoindre leur famille. Pour le chef de file des députés UMP, Christian Jacob, qui ne s'encombre pas de ces nuances, il y a urgence à s'y attaquer «sereinement», alors que l'immigration familiale représente au total 40% des entrées légales en France. Depuis déjà quelque temps, l'UMP prône un renforcement des conditions de résidence, qui passeraient à deux ans de présence légale sur le territoire contre dix-huit mois actuellement. Alors que le droit au regroupement familial concernait 23 000 personnes en 2003, plusieurs restrictions ont déjà été apportées par la droite au pouvoir: les familles polygames

en ont été exclues, la carte de séjour accordée n'est plus automatiquement de dix ans, et les conditions d'accueil comme de connaissance de la langue ont également été renforcées. Autant d'initiatives qui visent à faire baisser l'immigration légale. Mais en la matière, l'UMP reste assez largement en deçà de la doctrine du FN, puisque le parti d'extrême droite défend purement et simplement la suppression du regroupement familial. Alors que l'an dernier 51 556 rapprochements de conjoints ou d'enfants du couple ont eu lieu pour la simple raison que l'un des membres de la famille était français, ce chiffre est jugé a priori incompressible: il s'agit en effet du droit des nationaux à vivre avec leurs proches.

J.B.-P.

La politique migratoire européenne est dénoncée.

Haro sur l'espace Schengen

Faire de Schengen un chiffon rouge. Se servir de la libre circulation des personnes comme d'un épouvantail. Ce fut longtemps l'apanage du FN, parti qui refuse toute forme de cadre supranational. Mais désormais à l'UMP, après une dernière présidentielle sous le signe des frontières chères à l'ex-conseiller de Nicolas Sarkozy, Patrick Buisson, un consensus se dégage pour sonner la charge contre l'espace Schengen. Une cible qui rassemble du très europhile Bruno Le Maire aux souverainistes de la Droite populaire. «Il faut complètement réorganiser Schengen et en exclure les pays ne contrôlant pas leurs frontières. Sinon, c'est la chaise vide», a soutenu lundi Jean-François Copé. Reprenant une posture de campagne inaugurée pendant la présidentielle par Ni-

colas Sarkozy. Même son de cloche désormais chez Laurent Wauquiez: «Peut-on maintenir un système de frontières qu'on ne peut plus contrôler? Non», affirme l'ex-ministre des Affaires européennes.

Alors que le FN surfe allègrement sur la possible entrée de la Roumanie et de la Bulgarie dans l'espace Schengen le 1^{er} janvier, Copé, Wauquiez et d'autres figures de l'UMP ont ouvertement rejoint ce combat, sur fond de question rom. Mais si côté FN, au nationalisme originel, il est aisé de promettre une France hors de l'Europe, l'UMP compte encore dans ses rangs des leaders qui se refusent à alimenter le discours europhobe. Une limite alertement franchie par le président de l'UMP.

J.B.-P.

Objectif: réduire le nombre de titres de séjour accordés.

L'immigration légale mise en cause

La gestion du flux des entrées légales est un des rares sujets «immigration» sur lequel l'UMP dénonce volontiers la position «irréaliste» du FN. Ce dernier affiche l'objectif de réduire d'environ 200 000 aujourd'hui à 10 000 le nombre de titres de séjours accordés chaque année. Un volume minime que le FN, au moment où cet objectif a été annoncé, était dans l'incapacité de justifier. Ne citons qu'un exemple: interrogée sur les dérogations, Marine Le Pen avait concédé sur Rue 89 qu'il n'était évidemment pas question d'interdire à un Français de se marier avec une étrangère et de venir vivre en France: «Vous avez le droit de vous marier avec un Marocain et de vivre en France avec lui. Monsieur Gollnisch s'est marié avec une Japonaise! Pendant quinze ans, Carl Lang, secrétaire gé-

néral du FN, était marié avec une Suédoise. C'est un choix personnel que nous ne contestons pas.»

Problème, ces cas que le FN «ne conteste pas» sont environ 40 000 chaque année... Soit quatre fois plus que son plafond de 10 000! L'UMP a donc quelques raisons de moquer le slogan frontiste, même s'il est patent qu'en la matière son propre objectif a aussi fondu depuis deux ans. En avril 2011, Claude Guéant annonce qu'il faut faire passer le nombre d'immigrés légaux annuels de 200 000 environ à 180 000. Un an après, la campagne aidant, Nicolas Sarkozy propose une baisse plus drastique, évoquant 100 000 entrées. Si l'objectif est moins délirant que celui du FN, l'UMP ne se risque pas plus à détailler la manière d'y parvenir.

CÉDRIC MATHIOT

L'AME était encore défendue en mars 2012 par Sarkozy.

L'aide médicale de l'Etat menacée

Les téléspectateurs de *Mots croisés* sur France 2, lundi, ont assisté à un échange sur-réaliste entre le patron des députés UMP, Christian Jacob, et Marine Le Pen, chacun accusant les parlementaires de l'autre parti d'avoir eu la main molle au moment de sabrer dans l'aide médicale de l'Etat (AME), qui permet aux étrangers en situation irrégulière de bénéficier d'une couverture maladie de base. Au moins, les choses sont claires: pour les deux partis, l'AME est maintenant une cible. Et l'UMP est en train de rejoindre à grande vitesse le FN, qui défend la suppression du dispositif depuis belle lurette. Même dans la dernière phase – très droitiste – de sa campagne présidentielle, Nicolas Sarkozy avait érigé une digue en affirmant l'importance de l'AME. «Je ne souhaite pas qu'on

remette en cause cette générosité française», déclarait-il en mars 2012. L'UMP s'était contenté de faire payer 30 euros aux bénéficiaires de l'aide. Le parti entend désormais aller plus loin. Jean-François Copé défend depuis un an la suppression de l'AME, «à l'exception des situations d'urgence». Il est imité par Laurent Wauquiez qui avait jugé, dans *Valeurs actuelles*, le dispositif «profondément choquant». Lundi, Christian Jacob a demandé à son tour la transformation de l'AME en AMU (aide médicale urgente). Evidemment, le FN boit du petit-lait: dans un communiqué récent, la députée FN Marion Maréchal-Le Pen notait que son amendement déposé en 2012 – concernant la suppression de l'AME – n'avait pas été voté par l'UMP.

C.Mt

Minimum vieillesse et RSA sont dans la ligne de mire.

Priorité nationale pour les aides sociales

Sur le sujet, le FN navigue entre la préférence nationale (les allocations familiales devant être réservées aux Français) et le nouveau concept de priorité nationale (les logements sociaux et d'autres aides sociales devant être accordées «en priorité» aux Français). Une position très proche de celle de la Droite populaire, courant le plus droitier de l'UMP, dont le député et cofondateur Philippe Meunier avait déposé, fin 2011, un amendement (cosigné par 67 de ses collègues UMP) exigeant de réserver le minimum vieillesse aux «Français, Européens et ressortissants étrangers ayant combattu pour la France». Le FN s'était alors fait un plaisir de dénoncer une «contrefaçon». La tête de l'UMP n'est pas sur ces positions, même si elle exige compulsivement le durcissement des

règles d'octroi du minimum vieillesse ou du RSA aux étrangers, dans une confusion certaine. Nicolas Sarkozy a ainsi mené la dernière campagne présidentielle en promettant de faire passer à dix ans la durée de séjour pour qu'un étranger puisse bénéficier du minimum vieillesse... ignorant visiblement que c'était déjà le cas. Jean-François Copé a aujourd'hui repris le flambeau, sans plus de rigueur. Il s'est ainsi indigné sur France 2, il y a quinze jours, du fait qu'il n'y ait pas de condition de séjour préalable pour l'octroi du RSA aux étrangers... avant de convenir quelques jours plus tard, sur France Inter, que la durée exigée était en fait de cinq ans... et qu'il fallait donc urgemment la faire passer à dix ans.

C.Mt

Catherine Wihtol de Wenden, spécialiste des questions migratoires, revient sur l'évolution du discours de la droite:

«L'UMP alimente la boîte à fantasmes»

Directrice de recherche au CNRS, Catherine Wihtol de Wenden travaille au Centre d'études et de recherches internationales (Ceri). Elle a publié cette année *La Question migratoire au XXI^e siècle* (les Presses de Sciences-Po).

Constatez-vous un durcissement de la droite sur les questions liées à l'immigration?

Quand il était ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy avait saisi la balle au bond lors de la sortie du livre vert européen sur l'immigration. L'idée semblait alors s'imposer qu'il fallait sortir du dogme de l'immigration zéro, que la France comme d'autres pays euro-

péens – notamment l'Allemagne – en avait besoin. En 2006, Sarkozy sortait du discours ultrasécuritaire lancé par Charles Pasqua en 1993. **Quel était le discours de la droite?** La droite mettait le projecteur sur l'immigration de ceux, qualifiés, qui avaient des «capacités» ou des «talents». Elle proposait des statuts de simples saisonniers pour les migrants légaux les moins qualifiés. Mais progressivement, ce discours plutôt rationnel, aligné sur celui de l'Allemagne, a laissé place à un autre, exclusivement centré sur la lutte contre l'immigration illégale. Souvenez-vous de la circulaire Guéant en 2011, interdisant aux étudiants étrangers d'entrer sur le marché du travail français. On a aussi connu, de 2007 à 2012, un encadrement de plus en plus restrictif de l'accès au regroupement familial, et la chasse aux sans-papiers, avec des objectifs chiffrés de reconduites à la frontière. La campagne de Nicolas Sarkozy en 2012 a été l'archétype de ce glissement pour prendre des voix au FN.

De nombreux ténors de l'UMP souhaitent restreindre le droit du sol et remettre en cause l'aide médicale de l'Etat (AME). Même Sarkozy n'était pas allé jusque-là...

Sur ces sujets, l'UMP porte le programme du Front national.

Jean-François Copé assure que c'est le FN qui copie l'UMP...

Ce n'est pas sérieux. Un sujet comme le droit du sol ne se pose pas à la légère, dans une logique électoraliste. Quand, sous la pression du FN, la France a modifié le droit de la nationalité dans un sens

plus restrictif – c'est-à-dire plus de droit du sang et moins de droit du sol –, il y a eu dix ans de débats, jusqu'à la loi Guigou de 1999.

La droite veut-elle les rouvrir en s'alignant sur le FN, alors que France est très attachée à l'équilibre trouvé entre droit du sol et droit du sang?

Pour Copé, le droit du sol est un «totem»...

C'est surtout un principe qui n'était que très marginalement contesté depuis 1999.

Aujourd'hui, l'UMP cherche à relancer l'idée que la présence des étrangers sur le sol français est illégitime. Cela me paraît extrêmement dangereux.

Plus généralement, l'approche ultrasécuritaire est peut-être une réponse aux sondages, mais elle ne fonctionne pas. De plus, tendre vers une immigration zéro est un non-sens économique qui pourrait avoir des conséquences sérieuses.

Menacer de quitter l'espace Schengen, appeler à en exclure les pays qui ne contrôlent pas leurs frontières... c'est nouveau à droite?

Cela répond – dans une logique de repli – à une idée fautive selon laquelle certains pays européens seraient les juges des autres. Je souligne, de plus, que le coût du contrôle des frontières, déjà élevé à 28, le serait encore plus à 5, et que l'essentiel de notre commerce international est intra-européen. **A l'extrême droite, et de plus en plus à droite, on affirme que l'attractivité sociale de la France en fait une destination privilégiée des migrants illégaux...**

C'est faux. Les gens qui viennent en France sont des gens jeunes – la plupart ont 20 ou 25 ans –, dont l'objectif est de travailler et de pouvoir envoyer de l'argent chez eux. Pas de toucher des prestations sociales ou de se faire soigner. L'idée que les étrangers viendraient en France pour les droits sociaux est largement démentie par le terrain. Aujourd'hui, l'UMP alimente la boîte à fantasmes du FN, alors que tous les travaux montrent que l'immigration rapporte plus que ce qu'elle coûte. Sinon, vous pensez bien que tous les pays l'interdiraient purement et simplement.

Recueilli par **JONATHAN BOUCHET-PETERSEN**

